

## LE PATRON DE L'ENI LIMOGÉ HIER

## L'étau se resserre sur Chakib Khelil

**Sous la pression du juge Fabio De Pasquale, dans l'affaire Sonatrach, le gouvernement italien a décidé hier de mettre fin à la carrière de Paolo Scaroni à la tête de l'ENI.**

Le principal complice de Chakib Khelil risque d'être placé sous mandat de dépôt dès le retour en Italie du juge milanais qui se trouve en déplacement à Beyrouth où il doit formaliser la procédure de saisie de tous les comptes de Farid Bedjaoui.

## La fin d'une mafia

L'éviction de Paolo Scaroni, annoncée dans notre édition du 13 avril 2014, est le fruit des enquêtes menées par le magistrat Fabio De Pasquale qui est aujourd'hui en mesure de prouver la culpabilité de l'ex-patron de l'ENI dans les affaires de Sonatrach.

Les pièces à conviction confisquées lors de la perquisition dans les bureaux de Scaroni, ainsi que les témoignages du «repenti» Pietro Varone, ancien directeur de la division ingénierie et construction de Saipem, sont désormais suffisants pour inculper aussi bien Chakib Khelil que l'ancien patron de l'ENI.

Tout au long de son enquête, le juge italien a pu établir avec des faits réels que ce sont les accords entre Chakib Khelil et Paolo Scaroni qui ont été à l'origine des commissions versées

par Saipem à Farid Bedjaoui. Le personnel de Saipem et les cadres de la Sonatrach n'auront été finalement que les simples exécutants de ces accords. Ils se sont «sucrés» au passage, mais le plus gros des commissions (197 millions d'euros) a atterri dans les comptes de Farid Bedjaoui.

L'Algérie a perdu, par exemple, un milliard de dollars dans la cession du champ de Menzel Ledjmet Est (MLE, bloc 405b). La moitié de ce bloc a été attribuée par Chakib Khelil à la minuscule compagnie canadienne FCP, pour un investissement dérisoire avant qu'il ne soit cédé à ENI et Paolo Scaroni contre le montant d'un milliard de dollars. Selon le témoignage de Pietro Varone, Chakib Khelil a touché une commission de 41 millions de dollars. Pire encore, deux ans après cette transaction, Chakib Khelil est devenu consultant chez Wilton Ressources INC, une nouvelle société fondée par les anciens responsables de FCP (Cf. notre édition du 16 février 2014).

L'éviction de Scaroni est donc perçue comme un signal fort du gouvernement italien qui veut en finir définitivement avec les pratiques mafieuses de l'équipe qui a été placée par Silvio Berlusconi à la tête des grandes entreprises du pays. Un autre changement opéré hier à la tête du groupe Finmeccanica s'inscrit dans cette même logique. Ce groupe est l'actionnaire majoritaire dans la société Ansaldo qui a bénéficié, en Algérie, de plusieurs projets de centrales électriques du temps de



Paolo Scaroni.

Chakib Khelil. Du coup, Paolo Scaroni sent qu'il a été jeté en pâture dans la gueule du loup qui s'appelle Fabio De Pasquale. Il négociera certainement son immunité contre toute la vérité sur le rôle de Chakib Khelil dans les affaires Sonatrach-Eni-Saipem.

## Le juge ne lâche pas

Outre la commission rogatoire lancée en direction des autorités judiciaires helvétiques en vue d'identifier un nouveau complice de Chakib Khelil et Farid Bedjaoui, le juge italien a engagé le principal de son effort sur l'axe Beyrouth. Dans la capitale libanaise, Fabio De

Pasquale devra éplucher les détails et l'historique de toutes les transactions enregistrées sur tous les comptes de Farid Bedjaoui.

Ces comptes bancaires, le juge milanais a réussi à obtenir leur gel à titre conservatoire, avant de procéder à leur saisie. Car il considère que l'argent sale qu'ils contiennent appartient à Saipem et ses actionnaires. De même, l'historique des transactions opérées à partir de ces comptes est susceptible de mener vers d'autres complices de Chakib Khelil et de Farid Bedjaoui. D'ailleurs, ce dernier a porté plainte la semaine dernière contre le juge de Pasquale, l'accusant de déformation de vérité. Mais, jusqu'ici, la justice libanaise n'a pas tenu compte des gesticulations de Bedjaoui et continue de coopérer pleinement avec le juge milanais.

Entre-temps, Chakib Khelil est informé de tous les faits liés à l'enquête. Il sait désormais que Scaroni est obligé de «se mettre à table» et l'incriminer dans cette affaire de la Sonatrach. C'est la raison pour laquelle il se prépare à se réfugier aux Emirats arabes unis et se mettre sous la protection de Mohamed Al Shaibani, l'homme fort de l'émirat de Dubaï.

En somme, le déplacement à Beyrouth du juge milanais dévoilera certainement de nouveaux faits qui aideront à identifier toute la partie algérienne qui a négocié avec la mafia italienne dans les contrats attribués par la Sonatrach à ENI et Saipem.

Mokhtar Benzaki

GHARDAÏA  
Les accès  
à la ville sous  
contrôle  
des gangs

Khoudir Babaz, membre de la cellule de suivi et de coordination des Mozabites, tire la sonnette d'alarme : «les accès à la ville de Ghardaïa sont sous contrôle de bandits et plusieurs quartiers sont désertés par les services de sécurité». La violence reste de mise à Ghadaïa, et la peur, l'angoisse et la terreur se lisent sur tous les visages. Après les rudes affrontements qui ont opposé lundi, Mozabites et Chaâmbis au niveau de la gare routière de la ville, un calme précaire régnait hier dans la vallée du M'zab, selon Khoudir Babaz, membre de la cellule de suivi et de coordination des Mozabites.

«La situation évolue au gré de la rumeur, l'intox, la haine et les provocations. Si depuis hier soir, le calme est quelque peu revenu, ça peut dégénérer d'un instant à l'autre», indique-t-il. Mais ce qui semble le plus inquiéter notre interlocuteur, c'est le contrôle des accès à la ville de Ghardaïa par des bandits. «Des routiers en provenance d'Alger, s'arrêtent à une dizaine de kilomètre à l'entrée de Ghardaïa pour appeler leurs connaissances et leur demander quel est le chemin le plus sécurisé à emprunter...», fait-il savoir, tout en rappelant le sinistre incident de Bachir Mesbah, un Mozabite qui a été surpris à l'entrée de la ville par un groupe de bandits qui lui ont balancé un cocktail Molotov à travers la vitre de sa voiture, lui causant de graves brûlures aux bras et au visage. Autre fait inquiétant est celui de l'absence des services de sécurité dans plusieurs quartiers chaâmbis, à l'exemple de Aïn Loubou, Haï El Moudjahidine et Sidi Aâbaz, selon toujours Khoudir Babaz. «Sont-ils incapables ou ne veulent-ils pas contrôler ces quartiers ?» s'interroge-t-il amèrement. Enfin, notre interlocuteur affirme que 80% des commerces sont fermés et le taux de chômage que connaît la ville «n'a jamais été atteint même du temps de l'époque coloniale».

M. M.

## LE MOUVEMENT S'INSTALLE DANS L'APRÈS-17 AVRIL

## Le MSP opte pour une transition inclusive

**Le MSP, pour qui il ne fait aucun doute quant à la réélection du Président-candidat pour un quatrième mandat de suite et qui s'inscrit, de ce fait, dans l'après-17 avril, s'investit résolument dans le projet de transition démocratique.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Son président, qui animait hier mardi une conférence de presse, s'est longuement étalé sur la campagne électorale qui a pris fin dimanche dernier.

Une campagne que Abderezzak Mokri n'hésitera pas à qualifier de «mascarade» au vu des irrégularités et des dépassements graves qui l'ont émaillée. Ce qui ne fait, selon lui, que conforter son mouvement dans son option du boycott. Manque d'intérêt des citoyens pour les meetings, absence d'un travail de proximité et la mobilisation d'étudiants et de fonctionnaires pour les meetings, utilisation des moyens de l'Etat, implication de presque tout le staff gouvernemental dans la campagne électorale pour le compte du Président-can-

didat. On a même relevé la présence de trois membres du Conseil constitutionnel (de M'sila, de Sidi-Bel-Abbès et de Batna) à des meetings au profit du candidat du système. Une institution censée pourtant valider cette élection, ironisera-t-il.

Et le président du MSP ne manquera pas l'occasion de relever, entre autres, des «singularités» bien algériennes de cette campagne électorale, ce candidat de l'opposition qui s'allie avec le candidat du système pour s'attaquer à un autre candidat de l'opposition», qualifiant de dérapage grave l'entrevue du président de la République avec le chef de la diplomatie espagnole lors de laquelle il s'est plaint de ses frères. «C'est un événement sans précédent», enchaînera Mokri, qui rappellera ironiquement que cette main de l'étranger que le système, via ses sept +1, mousquetaires ne cesse de brandir pour discréditer une opposition qui a ce péché mignon, selon le président du MSP, de faire valoir l'intérêt national avant toute autre considération. Et à Mokri de s'installer dans l'après 17 avril, l'issue de ce scrutin ne fait aucun doute puisque le

Président-candidat sera reconduit. «Ce qui est le plus important pour le pays et son avenir, car les clans qui se sont entendus sur le candidat du consensus ne tarderont pas à se diviser et à diverger quand il s'agira de gérer le pays, le président étant toujours malade».

Mokri dira, dans ce sens, travailler de concert avec l'ensemble des partis et autres personnalités de l'opposition pour concrétiser le projet de transition démocratique. Cette dernière ne saurait être «qu'inclusive», précisera-t-il encore, affirmant continuer à exercer des pressions avec tous les moyens politiques et pacifiques à même de créer le rapport de force nécessaire à faire venir le Pouvoir autour d'une table.

Mais au préalable, le président du MSP fera part d'une conférence nationale de l'opposition qui ne se limite pas à la coordination du boycott de la présidentielle de ce jeudi, avec des contacts déjà entrepris avec des personnalités, des partis et autres alliés objectifs, tapis dans toutes institutions du pays et dans la société civile.

M. K.

## JOURS DE VOTE EN MOSELLE

## La feuille libre de Forbach et les bulletins volants de la gaâda...

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

Djamel Lahmar est allé voter à Forbach (Metz). Son nom n'y figurait pas. Pourquoi ? a dit Djamel. Réponse du chef de bureau : «Nous n'avons pas reçu les listes complètes, nous n'avons que ceux dont les noms commencent de A à K. Revenez demain». Djamel tait son courroux et revient le lendemain (dimanche) et, surprise, «mon nom est introuvable, mais j'ai pu... voter ! ... on m'a fait signer sur une feuille blanche volante avec un stylo bleu... Sur le papier, d'autres noms y figuraient aussi...

Beaucoup d'Algériens de Moselle se sont trouvés dans la même situation que moi». Dans son courrier de protestation, Djamel informe aussi : «Ils ont créé des bureaux éparpillés et ces derniers sont tenus par des professionnels de la chita».

On n'est pas loin des «bulletins bleus de la gaâda» de Mohamed Abassa (voir site *le Matin*)..

Abderrahmane, indépendant dans le secteur Horeca (services) est plus tranchant : «En quelques mots de surcroît presque inaudibles, Bouteflika nous a entraînés dans la boue, "mermedna" — ce mot est un

dérivatif algérien de M... pour la petite histoire. Je ne vous cache pas que je ne voulais pas voter, mais rien que pour ça j'irai donner ma voix à Benflis et s'ils veulent frauder, qu'ils fraudent... C'est à lui après (à Benflis, ndr), de nous indiquer le chemin à suivre».

«Moh Chignole», c'est ainsi qu'on l'appelle à Anvers, sans doute parce qu'il s'est fait une spécialité d'exporter vers l'Algérie cet outil ô combien précieux au pays, «ne les crois pas monsieur le journaliste, quand ils vous disent que je suis devenu riche grâce à la chignole, j'en vends pas mal, c'est vrai, mais je dois "soudoyer" beaucoup de personnes, douaniers, revendeurs, même ma propre famille me ponctionne. Moi, je n'ai ni frère général, ni cousin bien placé, je ne fais pas partie "d'eux", je suis un simple citoyen qui vit de ce qu'il a créé. Je n'ai pas de registre de commerce, ni ici, ni là-bas, c'est la valise qui est mon seul gagne-pain. Heureusement que les Belges sont malins, ils savent que les chignoles que j'achète, ici, cela fait marcher leurs affaires. Ça vaut mieux, pour eux, qu'elles ne restent invendues. Je n'ai pas d'idées sur ce que vaut Benflis, mais avec Bouteflika, ça ne marche pas. Je vais voter Benflis en

espérant qu'il ne va pas nous mentir comme l'autre... Moi, je n'ai besoin de personne, j'aime l'Algérie et c'est tout.» El Hadja, Oranaise dont la fille est candidate sur les listes du Parti socialiste à Bruxelles, a toujours soutenu Bouteflika : «J'ai voté pour lui tout le temps. Cette fois-ci, non, je vais donner ma voix à Benflis. C'est un Algérien, non ? Moi, je ne suis pas régionaliste, ce n'est pas parce que je suis d'Oran que je dois être avec un gars de l'Ouest... Tout ça, ce n'est pas bon», ajoute-t-elle, avant d'asséner : «Bouteflika est très malade, comme mon mari, il doit se reposer».

La montée en puissance du vote en faveur de Benflis fait perdre leurs nerfs aux partisans de Bouteflika. A Francfort en Allemagne, les portraits de Benflis ont été arrachés. Le consul général alerté par les sympathisants de «Si Ali», promet de régler le problème. Pourtant, les affiches sont une nouvelle fois sauvagement arrachées. Ce qui a obligé la représentation de Benflis en Allemagne, de signaler l'incident à la coordination à Ben Aknoun.

A Metz en Lorraine (France), les zélés fonctionnaires inventent et improvisent dans certains centres des procédures hors-la-loi. Comme cette stupide décision de faire voter

les gens par ordre alphabétique de A à K puis de L à Z le lendemain. Du surréalisme électoral.

Beaucoup d'Algériens ont protesté un peu partout en Europe des mauvaises conditions de préparation du vote (pas d'envoi de courrier, (pas d'informations pour l'inscription sur les listes électorales, changements en «catimini» de lieux traditionnels du vote par d'autres lieux-dits à peine connus sans information crédible).

Jusqu'au jour d'aujourd'hui (la consultation s'étalera jusqu'au 17 avril compris) et selon des calculs basés sur les taux de participation (sorties d'urnes, réseaux militants des candidats, notamment ceux de Benflis très efficaces, témoignages d'Algériens de France, d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas et d'Espagne, notamment) les taux de participation varieraient entre 10 et 12 %. Les déclarations sur la victoire du Barça contre l'Altetico de Madrid et sur les «actes terroristes» de Ali Benflis les feront sans doute grimper plus. Au grand bonheur du principal challenger de Bouteflika... En espagnol «denuncia» signifie plainte plutôt que dénonciation. Mais politiquement elle a des résonances plus graves. C'est une autre histoire.

A. M.